

### **Etat de la nation: réactions**

Pour l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), la déclaration du Premier ministre, Jean-Claude Juncker, sur l'état de la nation reflète la volonté de maintenir, voire d'accroître la cohésion sociale, une finalité soutenue par l'UEL. Cette dernière accueille favorablement l'idée de doter le Luxembourg d'un environnement fiscal attractif. L'UEL salue aussi les efforts gouvernementaux pour endiguer l'inflation et l'appel à une politique de modération salariale. Elle regrette néanmoins

l'annonce de relever le salaire social minimum au 1<sup>er</sup> janvier 2009 et l'adaptation des rentes et des pensions à l'évolution des salaires.

La Confédération luxembourgeoise du commerce (clc) salue le paquet fiscal, la volonté de lutter contre l'inflation et les actions prévues pour pallier l'exclusion de certaines couches de notre population de notre modèle social, même si ces propositions restent encore assez floues quant à leurs modalités de réalisation. Mais ce vaste catalogue d'actions ne rompt pas avec la politique menée depuis quatre ans, selon la clc. Celle-ci estime que le pro-

chain gouvernement devra développer une nouvelle vision d'une politique générale, notamment éviter le risque de sombrer dans une société égoïste et insatisfaite.

Le syndicat NGL-SNEP se réjouit de l'introduction des «chèques services» pour les familles et des efforts contre la perte du pouvoir d'achat, mais exige une lutte plus décidée contre l'inflation et le rétablissement de l'indexation automatique des salaires. Le NGL-SNEP exige aussi une adaptation intégrale du barème fiscal à l'inflation.